



23 mai 2013

Assemblée Générale du CNOSF

Discours du Président Denis Masseglia

Bonjour à toutes et à tous, bienvenue dans cet amphithéâtre Nelson PAILLOU pour cette assemblée générale de fin de mandat qui sera suivie d'une assemblée générale électorale, comme tous les quatre ans, pour être membre du conseil d'administration du CNOSF, et pour laquelle un certain nombre d'entre nous sont candidats. Si j'ai voulu souligner en introduction le caractère quadriennal de nos institutions, basé sur le cycle olympique, c'est aussi pour souligner qu'elles en illustrent à la fois le rythme et la pérennité. C'est ce qui assure la vie démocratique du mouvement sportif et qui fait que chacun d'entre nous, dans son mandat de membre d'un conseil, d'un exécutif ou comme président est légitimé par une assemblée générale. Nul d'entre nous ne doit sa fonction à une nomination. Cela crée des devoirs mais aussi une forme de représentation incontestable que seule une autre assemblée générale peut remettre en cause.

Permettez-moi donc de saluer celles et ceux qui sont ré élus ou nouvellement élus à la tête d'une fédération et leur souhaiter le meilleur pour la mission qui va être la leur.

Avant d'analyser les faits marquants de l'année 2012 et de tracer quelques perspectives, je vous propose de marquer quelques instants de recueillement pour rendre hommage à celles et ceux qui nous ont quittés au cours de l'année passée, et qui ont marqué la vie du mouvement sportif, je pense en particulier à Emmanuelle CLARET, Maurice HERZOG, Emile ALLAIS, Christian DONZE, Yves NIARE, Philippe GAUMONT.

Je souhaite évidemment commencer ce rapport moral par les faits marquants de cette année 2012, avec tout d'abord de chaleureuses félicitations à tous les athlètes qui se sont brillamment illustrés aux JO et Jeux Paralympiques de Londres. Ces Jeux au succès planétaire ont été le point culminant d'une année sportive riche en émotion et je ne voudrais pas limiter le bilan sportif aux seules performances qui y ont été accomplies, même si ce sont elles qui sont prioritaires en termes de bilan. Bravo donc

aux fédérations, à l'encadrement technique et médical, ainsi qu'à tous ceux qui aident à l'accession au plus haut niveau de performance des athlètes français. Vous me permettrez, à cet instant, de saluer la performance exceptionnelle de Tony ESTANGUET, premier athlète français à être champion olympique à trois reprises en trois jeux olympiques différents et qui vient d'être confirmé dans sa position de membre de la commission des athlètes du CIO, ce qui devrait logiquement lui permettre d'intégrer l'institution en tant que membre de plein exercice sur huit années lors de la prochaine session de juillet. Mon cher Tony, bravo et merci, tu as été à la hauteur des attentes de tes supporteurs mais aussi de la confiance des athlètes français qui ont su se mobiliser derrière toi pour amener des soutiens qui se sont traduits par des votes, dont le nombre a été deux fois plus important que ceux habituellement obtenus par un athlète français lors des éditions précédentes. Que tu aies pu devancer largement les deux autres candidats issus de la même fédération internationale, montre bien que tu as su créer une incontestable adhésion autour de ta personne. Il y a eu une mobilisation de tous les acteurs du mouvement sportif pour accompagner ta candidature. On a trop souvent commenté négativement nos échecs passés dans ce type de tentative pour ne pas mettre en évidence l'engagement de celles et ceux qui ont œuvré pour cela, en particulier tous ceux qui ont été les relais au sein de leur propre discipline, athlètes, entraîneurs et dirigeants. S'il y avait une leçon à tirer de cela, c'est d'abord qu'il n'y a pas de malédiction française au niveau international. C'est ensuite que quand on a un beau projet et que tout le monde est uni pour le porter, avec de la méthode et de l'engagement, on peut réussir. C'est évidemment un enseignement essentiel pour le futur.

C'est aussi d'un soutien du même type dont aura besoin Bernard LAPASSET pour être élu président de SPORT ACCOR le 31 mai prochain à Saint Petersburg. Bernard est légitime pour ce rôle où ses qualités de fédérateur seront un atout essentiel pour le mouvement sportif international. Nous nous devons, chacun à notre niveau, de faire le maximum pour qu'il puisse réussir dans sa quête. Celle-ci n'est pas aisée, c'est une raison supplémentaire pour nous mobiliser à ses côtés, avec méthode et unité. C'est ce souci de cohérence dans la stratégie internationale du sport français qui nous a amenés le 5 décembre dernier à officialiser avec Madame Valérie FOURNEYRON, la création du comité français du sport international, présidé par le même Bernard LAPASSET, et dont l'objectif sera évidemment d'assurer le rayonnement international du sport français, à travers les succès de ses dirigeants dans leur quête à des postes de responsabilité ou à des organisations d'événements sportifs de haute dimension. Cela a bien commencé avec le soutien à la candidature présentée par la FFCK à l'obtention des championnats du monde de CK en eaux vives à PAU en 2017 et se

poursuit avec celui à la candidature de Jean-Christophe ROLLAND à la présidence de la FISA en septembre prochain.

J'en profite pour féliciter également le hockey sur glace qui a obtenu la semaine passée l'organisation des CM 2017 avec l'Allemagne.

Comme vous le voyez, le Comité français du sport international a de quoi justifier amplement l'intérêt de sa mise en place. Je sais toutefois que, si vous partagez ses ambitions, vous êtes néanmoins, et fort logiquement, inquiets sur les moyens dont il va disposer. Inquiets, nous le sommes aussi, car le budget pour l'instant affecté par le CNDS à son fonctionnement n'est qu'à la moitié de celui qui était attribué l'an dernier aux seules actions de relations internationales menées par les fédérations. Il est évidemment insuffisant pour permettre au comité français du sport international d'aider à la continuité des actions fédérales en la matière et à mener, en même temps, une politique de conquête dans une stratégie d'ambition affirmée. Nous avons devant nous quelques semaines pour mener à bien une discussion qui, certes, n'est pas simple en raison des contraintes économiques du pays, mais dont il nous paraît logique qu'elle conduise aux mêmes critères que ceux qui ont prévalu à l'établissement des conventions d'objectifs des fédérations.

C'est aussi sous le signe des relations internationales, et en particulier européennes, que se situera l'édition 2013 de Sentez-vous Sport. Parce que c'est un enjeu de société, mais aussi parce que l'Union européenne a prévu pour 2014 la création d'une semaine européenne du sport bâtie sur un modèle similaire, nous nous devons d'être à la hauteur et nous le serons. Le ministère de l'éducation nationale, celui de l'enseignement supérieur, le monde économique seront, comme l'année dernière, à nos côtés et leur présence, conjuguée à celle d'autres acteurs du monde de la santé ou de la distribution, nous conforte dans la justesse de notre action et l'ambition qui lui est liée. Le CNOSF n'a pas beaucoup d'événements en propre, il lui faut donc s'attacher à pérenniser ceux qui sont appelés à marquer ses actions.

La voie du sport bien-être, avec ce qu'elle a comme incidences sur la protection d'un capital-santé qui nous concerne tous, montre s'il en était besoin, la nécessité d'investir, de miser sur le sport pour qu'à travers sa pratique, la société de demain soit plus juste, plus équilibrée, plus fraternelle mais aussi plus enthousiaste, plus entreprenante et plus plaisante.

Car voyez-vous, c'est bien aussi de cela dont il s'agit : comment mettre le sport au cœur d'un projet de société ambitieux, dont la concrétisation ne peut évidemment se concevoir qu'à long terme, comme l'ont imaginé nos amis britanniques en souhaitant inspirer une génération ?

J'en ai fait le fondement et la ligne de conduite de toute l'action qui a été celle de notre équipe au cours de ces quatre années de mandat. Il nous a d'abord fallu fédérer, ensuite s'organiser et s'investir sur la malheureuse candidature d'Annecy 2018 et puis se mobiliser comme sur la loi relative aux paris sportifs, sur le projet de réforme des collectivités territoriales, sur la retraite des sportifs de haut niveau, contre la menace qui pesait sur le CNDS pour le financement des stades de l'Euro 2016, et sur bien d'autres sujets encore où l'on a dû s'investir sans faiblesse pour défendre et promouvoir l'importance du mouvement sportif.

Nous avons su nous engager dans des démarches de mutualisation et c'est forcément une des voies de l'avenir. J'en profite d'ailleurs pour remercier l'ensemble des fédérations pour avoir adhéré à ces dispositifs de mutualisation et montrer ainsi que conjuguée à la solidarité, l'union peut générer la force.

Nous avons su aussi créer des entités nouvelles comme la fondation du sport français, fondation Henri SERANDOUR, à qui nous avons rendu un vibrant hommage il y a 4 ans et pour qui j'ai une pensée émue en ce jour particulier. Et puis, nous avons participé activement à l'obtention d'une chaîne sportive sur la TNT, ce projet qui paraissait utopique il y a quelques années et qui est devenu réalité avec la naissance de l'EQUIPE 21. Nous rendrons la chaîne d'autant plus performante que nous saurons l'optimiser en participant collectivement à la mise en place de la plateforme numérique dont la chaîne assurera la promotion et à travers laquelle elle s'alimentera. Après avoir fédéré, puis s'être mobilisés, nous avons aussi pu concrétiser comme avec le projet de faire à Londres un Club France ambitieux, lieu de rassemblement, de célébration et de rayonnement. Au-delà de son impact médiatique, le Club France aura été reconnu par de nombreux participants comme illustratif de notre savoir-faire, tant sur le plan de l'organisation que de la gestion.

Alors oui, et sans forfanterie, mais aussi sans fausse modestie, je crois qu'on peut s'appuyer sur notre bilan pour dire que le CNOSF a montré sa capacité à prendre davantage de responsabilités dans une gouvernance du sport qui est à rénover. Nous ne pouvons plus rester un des rares pays d'Europe à être organisé comme cela. Comment peut-on accepter sans s'interroger sur le modèle sportif français la décision unilatérale prise par le ministère des sports de mettre fin au CAFEMAS, le Centre d'Analyse des Formations, des Emplois et des Métiers de l'animation et du Sport ? Certains observateurs extérieurs l'ont considéré comme une erreur politique majeure, d'autres comme un non-sens par rapport à l'enjeu de l'emploi. Pour moi qui ai œuvré, comme d'autres, à la mise sur pied de ce GIP en pensant que c'était une formidable démonstration de l'efficacité à travailler ensemble, en associant l'Etat via les deux ministères des sports et des universités, l'association des régions de France, les

partenaires sociaux et le CNOSF, la désillusion est à la mesure de ce que le projet pouvait représenter en termes d'espérance pour l'efficacité d'une gouvernance partagée. Il me semble qu'avant de décider de mettre un terme à un GIP, il aurait dû y avoir un minimum de concertation, dans le respect de l'engagement des différents membres et surtout une analyse liée au bilan d'activité. Il n'y eut ni l'un ni l'autre, ainsi va notre modèle, c'est absolument déconcertant, et en même temps cela doit nous interpeller sur la difficulté à le faire évoluer. Plus que jamais, ayons conscience de ce que nous sommes, de ce que nous faisons, de ce que nous représentons et disons-nous qu'ensemble, forcément ensemble, nous pouvons avancer pour une meilleure prise en considération de nos aspirations, pour une meilleure reconnaissance de nos capacités à entreprendre et pour pouvoir, enfin, avoir davantage de responsabilités au service du sport de notre pays et de sa population. Il va falloir très rapidement trouver un consensus pour acter un plan stratégique qui doit nous conduire à imaginer le modèle sportif français de demain et à œuvrer pour qu'il devienne réalité. Pour qui que ce soit qui sera aux commandes du CNOSF, ce sera l'Enjeu avec un grand E.

Je suis, par nature, optimiste et créatif, alors j'ai confiance, en vous, en nous, en notre capacité d'initiatives et d'engagement. Soyons convaincus que notre avenir est d'abord entre nos mains.

Nous avons des atouts pour cela : le sport est devenu un incontestable phénomène de société et le sport français, comme le sport dans la plupart des pays similaires au nôtre, ne pourrait être ce qu'il est, sans financement public et sans l'action du mouvement sportif. Ce sont les deux paramètres incontournables et clés de voûte de toute politique sportive ayant une ambition d'intérêt général. Ce sont les deux que l'on retrouve au cœur de l'action dans tous les pays organisés comme le nôtre, le reste, ministère, secrétariat d'Etat, agence, ou simple cellule, n'est que question d'organisation, de culture ou d'habitude. C'est parce que le mouvement sportif, fort de sa sociabilité, est aussi acteur de l'éducation, de la santé, du lien social, de l'intégration ou encore du développement durable qu'il mérite considération et respect. La confiance mise en nous et illustrée par la signature de diverses conventions avec des partenaires, tant publics que privés, montre à l'évidence que la voie de l'avenir est tracée et qu'il n'y en a pas d'autre.

J'aimerais terminer mon intervention en remerciant très chaleureusement mes collègues du Bureau exécutif, Jean-Pierre MOUGIN , secrétaire général, Jean-Jacques MULOT, trésorier général, Françoise SAUVAGEOT, Jean-Michel BRUN, André LECLERCQ et Jean-Luc ROUGE, vice-présidents délégués. Nous avons, les uns et les autres, donné le meilleur de nous-mêmes, parfois dans la difficulté, toujours dans l'unité. J'aimerais aussi remercier mes collègues du conseil d'administration, leur

participation est précieuse. Il faudra imaginer comment arriver à davantage d'implication tout en respectant le bon fonctionnement de notre institution. Merci aussi aux présidents et membres des collèges, des commissions et des conseils interfédéraux, aux chefs de mission des différents événements internationaux, à celles et ceux qui s'impliquent dans les structures proches comme la conciliation, le COSMOS, l'IFOMOS ou l'ANOF.

J'ai parlé précédemment du Club France et de son succès. Celui-ci n'aurait pas pu être au rendez-vous sans l'implication formidable tant des partenaires du CNOSF, que de son personnel. Les partenaires du CNOSF ont été essentiels dans l'animation, il est important d'avoir à ses côtés dans un partage d'image et de valeurs des entreprises aussi connues et reconnues que celles qui nous ont accompagnés au cours de l'olympiade. Beaucoup d'entre elles ont d'ores et déjà renouvelé leur engagement, comme BPCE, BMW, ALLIANZ et la Française des Jeux, d'autres hésitent encore, d'autres sont de nouveaux partenaires, comme LACOSTE, Le groupe L'EQUIPE et ODALYS, ce qui fait que nous commençons l'olympiade avec 7 partenaires nationaux et l'ambition à travers les différentes propositions que nous formulons, et malgré la crise économique, de dépasser l'effectif de l'olympiade précédente.

Je terminerai, enfin, par des remerciements appuyés à l'équipe des permanents du CNOSF. L'action se fait au quotidien, elle nécessite, à la fois, de l'harmonie entre élus et techniciens et de la transversalité entre départements et services. L'efficacité ne vient que si l'organisation est en place et l'entente réelle. Ca n'est pas forcément simple, mais je crois pouvoir dire que nous sommes parvenus avec les différents départements, la direction générale, les membres du bureau exécutif, à faire fonctionner la machine et, je l'espère, à la satisfaction du plus grand nombre.

Notre mouvement est fort de son action et de son importance : 175 000 associations regroupant 17 M de licenciés et animées par 3 M de personnes le plus souvent bénévoles. Il est riche de sa diversité et de ses fondations basées sur l'unité des pratiques et la solidarité qui les lie.

C'est aussi ce qui fait que le sport, c'est bien plus que du sport.

Je vous remercie de votre attention.